

## "Coup de Jarnac" dans Corriere della Sera (27 octobre 1972)

**Légende:** Le 27 octobre 1972, le quotidien italien Corriere della Sera rend compte des difficultés qui émaillent les négociations relatives à l'établissement d'un accord de cessez-le-feu au Viêt-nam.

**Source:** Corriere della Sera. dir. de publ. Ottone, Piero. 27.10.1972, n° 239; anno 97. Milano: Corriere della Sera. "Colpo a sorpresa", auteur:Stille, Ugo , p. 1; 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/coup\\_de\\_jarnac\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_27\\_octobre\\_1972-fr-8b3e0273-043b-419f-b33e-5a053506ceb6.html](http://www.cvce.eu/obj/coup_de_jarnac_dans_corriere_della_sera_27_octobre_1972-fr-8b3e0273-043b-419f-b33e-5a053506ceb6.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Coup de Jarnac

De notre correspondant

**New York**, le 26 octobre.

La paix au Viêtnam est «à portée de main», selon l'expression employée aujourd'hui par Henry Kissinger; mais son entrée en vigueur dépend d'une dernière et délicate négociation qui demandera au gouvernement américain – exposé aux pressions contradictoires de Hanoi et de Saigon – de faire preuve de beaucoup d'adresse et d'une grande souplesse de manœuvre.

Nous en sommes là, ce soir, au terme d'une journée qui, après avoir commencé de façon spectaculaire avec la «bombe» que constituent les révélations de Hanoi, a vu se succéder toute une série d'intenses réunions entre le président Nixon et ses conseillers à la Maison Blanche et un long briefing de Kissinger aux journalistes.

La décision de Hanoi de rendre publique la teneur des accords conclus à Paris entre les États-Unis et le Viêtnam du Nord a pris de court la Maison Blanche, ce matin, provoquant une émotion immédiate. «La bombe de Hanoi est la réponse à la torpille de Saigon», ont immédiatement commenté les dirigeants américains. L'initiative du Viêtnam du Nord vise effectivement à répliquer au discours de Thiệu et à faire à son tour pression sur Washington.

Ayant toutes deux recours à la technique qui consiste à exposer sa position en public, Hanoi et Saigon cherchent à exercer une pression maximale sur le gouvernement Nixon, avec des objectifs antagonistes.

Saigon cherche à repousser l'entrée en vigueur de l'armistice au-delà du 7 novembre, date des élections pour l'accession à la Maison Blanche, alors qu'Hanoi voudrait que les accords soient signés avant le 7 novembre. L'échéance électorale américaine est devenue l'élément crucial de cette partie d'échecs diplomatique et fournit la clé pour en comprendre l'évolution. L'espoir de Thiệu est qu'une fois réélu, Nixon pourra modifier les accords de paix dans un sens plus favorable à Saigon. Mais c'est précisément la crainte de Hanoi, qui veut prévenir le risque de voir les États-Unis peser de tout leur poids pour arracher de nouvelles concessions au Viêtnam du Nord si les négociations sont renvoyées après les élections. Par leurs manœuvres, Saigon comme Hanoi cherchent à mettre le président américain en difficulté devant son opinion publique à la veille du scrutin de novembre.

Nixon est confronté à un problème difficile, qui exige une très grande souplesse de manœuvre: il doit, d'une part, convaincre Thiệu de revenir sur ses exigences et, d'autre part, dissiper les soupçons de Hanoi quant à la bonne foi des États-Unis. Là réside l'aspect le plus critique de la situation. L'arme dont dispose Hanoi est la menace tacite de faire échouer l'ensemble des négociations si les États-Unis refusent de signer l'armistice d'ici le 31 octobre.

En s'adressant aux journalistes, aujourd'hui, Kissinger a déployé toute son énergie pour tenter de prévenir ce danger. Après avoir repoussé avec beaucoup de vigueur et de mépris l'hypothèse selon laquelle les États-Unis cherchaient à différer la signature de l'accord pour pouvoir le modifier après les élections, il a décrit la situation en ces termes: la solution est en vue. La partie la plus longue et la plus difficile des négociations est déjà réglée, mais une «prochaine et dernière réunion» avec les représentants de Hanoi est nécessaire pour «résoudre quelques points ambigus et apporter des nuances au texte de l'accord».

1/3

Et c'est la raison pour laquelle «nous avons proposé aux Nord-Vietnamiens une nouvelle rencontre, leur laissant le soin de décider du lieu et de la date», a-t-il affirmé. Et, donnant à ces mots le caractère d'un engagement clair et précis, il a ajouté que ces nouvelles négociations, qui devraient durer trois ou quatre jours, seraient les «dernières», et que les États-Unis entendaient conclure l'arrangement définitif sans plus de retard.

«Les questions à débattre sont au nombre de six ou sept, et nous sommes convaincus que, sur la base de la bonne volonté qui s'est manifestée jusqu'à présent, elles pourront être réglées en un délai relativement bref.»

De plus, Kissinger a fait clairement comprendre que les États-Unis étaient convaincus que, malgré ses réticences, le président Thiệu finirait par accepter l'accord d'ici la tenue de la «session finale» avec les négociateurs de Hanoi.

Il s'agit, en substance, d'un engagement à l'adresse de Hanoi quant aux intentions américaines d'exercer les pressions adéquates sur le président Sud-Vietnamien. D'importantes manœuvres en coulisses expliquent toutes ces précautions: dimanche dernier, la Maison Blanche a transmis à Hanoi une invitation à participer à une «nouvelle rencontre», pour tenter de surmonter les derniers problèmes qui font obstacle à l'accord, et Hanoi n'a toujours pas répondu à l'invitation. Mais la réaction du Viêtnam du Nord est venue avec la «bombe» de l'émission radio de ce jour. C'est ce qui inquiète la Maison Blanche.

À Washington, certains craignent que Hanoi envisage de jouer son va-tout: «On signe l'accord avant le 31 octobre ou les négociations tombent à l'eau». Pour sa part, Kissinger ne croit pas à une éventualité de ce genre (selon des sources très proches), mais les «assurances» qu'il a données à plusieurs reprises aujourd'hui aux journalistes indiquent qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour convaincre les Nord-Vietnamiens d'accepter la proposition d'une «nouvelle rencontre».

Tout au long de son briefing, Kissinger s'est exprimé en termes positifs et même élogieux à l'égard des Nord-Vietnamiens, disant qu'ils avaient mené les négociations de Paris, en octobre, «en faisant preuve de bonne volonté et de beaucoup de sérieux». Son jugement d'ensemble sur les perspectives des négociations a été optimiste. «La paix est à portée de main, a-t-il dit. Le plus difficile a été fait. Les questions qui restent à résoudre sont beaucoup moins importantes que celles déjà résolues».

Quant à l'issue, dont la date dépend, évidemment, de celle de la nouvelle rencontre avec les représentants de Hanoi, il a utilisé une formule équivoque: «Je suis convaincu que la solution au problème peut être dégagée en l'espace de quelques semaines, et peut-être même avant». En même temps, il a voulu donner à Hanoi et à Saigon le conseil de ne pas faire pression sur Washington en exploitant la situation électorale spécifique du moment. «Ce que nous recherchons, c'est une solution de paix qui soit juste. Nous ne nous laisserons pas pousser à la précipitation si nous ne la trouvons pas juste et nous ne nous laisserons pas détourner d'une solution qui serait la bonne.»

Dans son exposé aux journalistes, Kissinger a explicitement reconnu que la version donnée par Radio Hanoi sur le texte de l'accord conclu à Paris entre lui et les négociateurs Nord-Vietnamiens était exacte. Il a tenu à souligner l'importance des concessions faites par Hanoi lors de la phase décisive d'octobre. Elles sont, pour les principales, au nombre de trois.

1) Après avoir longtemps insisté pour subordonner la trêve à une solution politique au Viêtnam du Nord, Hanoi a accepté la position américaine selon laquelle l'armistice devait entrer en vigueur avant que la situation politique à Saigon ne se stabilise.

2) Hanoi n'est pas revenu sur sa proposition d'instituer un gouvernement de coalition pendant la période de transition entre l'armistice et les nouvelles élections. Hanoi accepte que le gouvernement Thiệu reste en fonction et négocie avec les représentants du Việt-cộng la mise en place d'un «Comité de concorde nationale».

3) Hanoi a renoncé à faire usage de son droit de veto dans le choix des hommes qui feront parti de ce Comité. Kissinger a ensuite clarifié un élément important du différend actuel avec Hanoi, en précisant que les États-Unis ne se sont jamais engagés à signer les accords le 31 octobre, mais qu'ils avaient simplement promis de «faire tout leur possible» pour approuver l'accord avant cette échéance.

Il a expliqué la nécessité de différer la signature de l'accord par d'une série de difficultés apparues lors de son entretien à Saigon au sujet de quelques points d'incertitude et de certaines ambiguïtés dans le texte du projet.

En dernière analyse, tous les observateurs diplomatiques de Washington en arrivent à la conclusion que la solution de «ces problèmes controversés» qui restent à clarifier ne dépendra pas tant des détails de forme que de la capacité des États-Unis à convaincre Hanoi qu'ils n'essaient pas de se servir de la résistance de Thiệu pour remettre la solution à plus tard.

Ugo Stille